

récente augmentation de la rémunération des agents de la S. N. C. F. en activité de service, n° 5507. — Le 26 septembre 1957, une proposition de loi tendant à exclure du champ d'application du décret n° 57-845 du 29 juillet 1957, relatif à la majoration de la taxe sur la valeur ajoutée, les produits de biscuiterie et de chocolaterie, n° 5786. — Le 26 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un centre d'apprentissage à Sainte-Menehould (Marne), n° 5984. — Le 18 février 1958, une proposition de loi tendant à permettre l'admission au régime du forfait pour la fixation du bénéfice imposable les sociétés de fait d'artisans remplissant les conditions prévues par l'article 184 du Code général des impôts, n° 6641. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 6554) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux cheminots retraités et pensionnés, ainsi qu'aux veuves, la péréquation sur le montant du paiement complémentaire, valable du 1^{er} avril au 31 décembre 1957 et payé sous forme de rappel le 21 janvier 1958, aux agents de la S. N. C. F. en activité de service, n° 7268. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 7125) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder aux agents actifs et retraités de la S. N. C. F. les augmentations de salaires, retraites et pensions, prévues à la réunion de la Commission mixte du statut le 30 novembre 1957; 2° à autoriser la S. N. C. F. à répartir immédiatement entre ces mêmes agents et, après discussion au sein de la Commission du statut, une partie des économies provenant des résultats techniques de l'année 1957, n° 7269.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956; P. T. T., Etat A, Chap. 1020 : *Son amendement indicatif (statut du personnel assurant la surveillance électrique)* [22 juin 1956] (p. 2976). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Travaux publics, aux Transports et au Tourisme, une question orale rela-

tive à la suppression des signaux d'alarme dans les trains [16 novembre 1956] (p. 4771).

BERGASSE (M. Henry), *Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) (I. P. A. S.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de comptabilité [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est nommé : juge suppléant de la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798); juré titulaire de la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [23 mai 1956] (p. 1956); par la Commission de la marine marchande et des pêches pour faire partie de la Sous Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [7 février 1958] (p. 616).

Dépôts :

Le 9 mai 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 relative à la constitution initiale du corps des attachés d'administration, n° 1788. — Le 8 mars 1957, une proposition de loi tendant à modifier certains articles de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 4458. — Le 10 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 4648) portant interdiction de la pêche dans l'étang de Berre, n° 5428.

Interventions :

Son rapport au nom du 1^{er} Bureau sur les opérations électorales du département des Alpes-Maritimes [19 janvier 1956] (p. 6). — Est entendu sur une motion de M. Moisan tendant à ajourner la désignation des commissions, en vue d'assurer la réforme des méthodes parlementaires : *Réforme du régime des commissions* [25 janvier 1956] (p. 83). — Prend part : au débat sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *Sa demande de suspension de séance* [31 janvier 1956] (p. 146); — à la

discussion des conclusions du rapport sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône (2^e circonscription) : *Apparemment conclu entre les listes de l'U. D. C. A.* [3 février 1956] (p. 203); — du rapport supplémentaire du 3^e Bureau relatif aux opérations électorales du département de la Haute-Garonne : *Son rappel au Règlement ; Demande de clôture de M. Daniel Mayer* [14 février 1956] (p. 279, 280); — du rapport supplémentaire du 4^e Bureau relatif aux opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : *Motion préjudicielle de M. Vals (Passage immédiat au vote sur les conclusions du 4^e Bureau)* [21 février 1956] (p. 401); *Problème de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie ; Vote du groupe indépendant contre l'invalidation des membres de l'U. D. C. A. ; Impopularité justifiée des invalidations multiples (Exemple de 1885 : le boulangisme)* [22 février 1956] (p. 428, 429); — des conclusions des deuxième et troisième rapports supplémentaires du 5^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Manche : *Participation du R. G. R. I. F. aux élections de 1951* [25 avril 1956] (p. 1532); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Depreux ; approbation de la politique de M. Lacoste ; Déclaration de M. Daniel Mayer devant la Fédération socialiste de la Seine ; Déclaration de M. Eugène Thomas sur la création d'un état algérien ; Ratification des conventions franco-marocaines* [5 juin 1956] (p. 2322); *Abstention de la majorité du groupe des indépendants dans le vote sur la question de confiance* (p. 2325, 2326); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME (III. MARINE MARCHANDE) ; Chap. 31-01 : *Création d'une caisse de chômage en faveur des marins ; Régime des subventions aux compagnies maritimes d'économie mixte* [12 juin 1956] (p. 2538); — d'une proposition de résolution tendant à l'installation d'un système électrique de votation à l'Assemblée Nationale : *Nécessité d'adopter rapidement un mode de scrutin moderne* [26 juin 1956] (p. 3054); — d'un projet de loi relatif aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations des services publics du Maroc, article

premier [12 juillet 1956] (p. 3417). — Prend part au débat sur la présentation du Gouvernement Bourgès-Maunoury : *Ses observations sur l'absence d'un Ministère de l'Agriculture, la nécessité d'une loi-cadre sur la profession agricole, le problème algérien, l'assassinat de M. Ali Chekkal, la situation financière, la « pause » sociale, la fixité des prix et une pause générale des dépenses* [12 juin 1957] (p. 2693, 2694); *Ses explications de vote : imprécision des mesures financières* (p. 2693, 2699). — Prend part à la discussion : du projet de loi programme pour l'aide à la construction navale; *Ses explications de vote : caractère temporaire de l'aide à l'industrie navale* [19 juin 1957] (p. 2781); — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Sa demande de suspension de séance* [19 novembre 1957] (p. 4886); — du procès-verbal de la séance précédente : *Vote du groupe des Indépendants sur la motion préjudicielle que M. Jarrosson avait déposée sur le projet de loi relatif aux élections en Algérie* [29 novembre 1957] (p. 5045, 5046); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations relatives à la politique du Gouvernement en Afrique du Nord : *Temps de parole accordé aux interpellateurs* [15 avril 1958] (p. 2136, 2137); — du projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956, 26 juillet 1957 et 15 novembre 1957 relatives aux mesures exceptionnelles en Algérie : *Ses explications de vote : Nécessité de donner à l'armée les moyens d'assurer l'ordre public en Algérie, application de la loi envers tous* [20 mai 1958] (p. 2408, 2409). = S'excuse de son absence [10 février 1956] (p. 234); [7 juin 1956] (p. 2396); [24 juillet 1956] (p. 3548); [28 octobre 1957] (p. 4584). = Obtient des congés [10 février 1956] (p. 234); [7 juin 1956] (p. 2396); [24 juillet 1956] (p. 3548); [28 octobre 1957] (p. 4584).

BERRANG (M. Henri), Député de la Drôme (U. F. F.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé : membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956], (p. 161); [4 octobre 1957] (p. 4502); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est élu Secré-